

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 10–13 novembre 2014

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2014/7/1/Rev.2
6 novembre 2014
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS CUBA 200703 (2015–2018)

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMP*: M. M. Barreto courriel: miguel.barreto@wfp.org

Directrice de pays: Mme L. Melo courriel: laura.melo@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

RÉSUMÉ

Les vastes programmes de protection sociale mis en place à Cuba ont pratiquement permis d'éliminer la faim et la pauvreté, mais leur coût élevé fait qu'ils ne sont pas viables. Le modèle économique de Cuba est en train d'être actualisé afin d'améliorer l'efficacité, de réduire les coûts et de pérenniser les résultats obtenus, au nom du principe selon lequel aucun Cubain ne doit rester sans protection.

Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2014–2017, le présent programme de pays met l'accent sur le développement et l'augmentation des capacités au moyen de transferts ciblés visant à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels et à renforcer les filets de sécurité sociale liés à l'alimentation. Il aidera les instances nationales et locales à se doter de systèmes de protection sociale plus durables et mieux ciblés. Ses trois composantes, qui sont liées entre elles et s'inscrivent dans le droit fil du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, sont les suivantes:

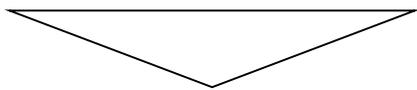
- i) appui aux programmes de protection sociale dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- ii) consolidation des liens entre les systèmes de protection sociale et les chaînes de valeur agricoles; et
- iii) renforcement de la résilience des communautés et des capacités de gestion des risques de catastrophe au niveau local.

L'égalité entre les sexes est un thème transversal; les composantes tiennent compte des différentes perspectives qui s'offrent aux femmes et aux hommes et de leurs problèmes spécifiques, ainsi que des besoins particuliers des filles, des garçons, des jeunes et des personnes âgées, tous acteurs incontournables des processus de développement.

Au cours des huit dernières années, des aléas climatiques, en particulier des tempêtes tropicales, des ouragans, de fortes précipitations et des épisodes de sécheresse, ont entraîné des pertes s'élevant à plus de 20 milliards de dollars É.-U., avec d'importantes répercussions sur l'économie et la sécurité alimentaire. En général, le manque de variété du régime alimentaire, qui s'est accentué du fait des modifications apportées au panier de produits subventionné, associé à de mauvaises habitudes alimentaires, se traduit par des taux élevés d'anémie et de carences en micronutriments.

Les enseignements dégagés des précédents projets menés à Cuba soulignent la nécessité de renforcer les capacités à l'échelon municipal, de mieux exploiter les données de suivi aux niveaux local et national, et de renforcer les filières d'approvisionnement pour les produits spécialisés.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le programme de pays Cuba 200703 (2015–2018) tel que proposé dans le document WFP/EB.2/2014/7/1/Rev.2, qui requiert 5 421 tonnes de produits alimentaires pour un montant de 3,8 millions de dollars É.-U., et représente un coût total pour le PAM de 15,4 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

JUSTIFICATION DU PROGRAMME

1. Cuba a une superficie de 109 884 km² et une population de 11,2 millions d'habitants. Au cours des 50 dernières années, les vastes programmes de protection sociale mis en place dans le pays ont pratiquement permis d'éliminer la faim et la pauvreté. Cuba est l'un des pays qui ont le plus progressé sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; elle occupe le 44^{ème} rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain de 2014.
2. Le modèle économique est en train d'être actualisé, en vue d'améliorer l'efficacité, de réduire les coûts et d'accroître la viabilité des programmes de protection sociale, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement selon lequel aucun Cubain ne doit rester sans protection.
3. La crise économique qu'a connue Cuba dans les années 90 a eu un impact durable sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Depuis lors, la crise financière mondiale, les catastrophes naturelles, dont la pire sécheresse enregistrée depuis un siècle en 2003–2005, les cours élevés des produits alimentaires au niveau mondial, l'accès limité au crédit, la faible productivité et l'embargo économique, financier et commercial imposé par les États-Unis d'Amérique sont venus encore aggraver la situation en matière de sécurité alimentaire.
4. Cuba doit importer de quoi satisfaire entre 70 et 80 pour cent de ses besoins vivriers, ce qui lui coûte cher car les cours mondiaux des vivres et les frais de transport sont élevés. La majeure partie des importations est destinée aux programmes de protection sociale. Dans le souci d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire les importations, le Gouvernement donne la priorité à l'accroissement de la production vivrière nationale, notamment de haricots, qui sont l'un des principaux aliments de base et une source importante de protéines.
5. Les cinq provinces orientales (Granma, Guantánamo, Holguín, Las Tunas et Santiago de Cuba) affichent les taux de développement les plus faibles et sont sujettes à des épisodes de sécheresse et de pluies diluviennes, ce qui rend la situation encore plus difficile sur le plan agricole. Pinar del Rio et Matanzas, dans l'ouest de Cuba, sont très exposés aux cyclones tropicaux et à des phénomènes météorologiques extrêmes qui ont de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
6. Cuba a entrepris d'actualiser son modèle économique et ses programmes sociaux en décentralisant notamment la prise de décision concernant les ressources alimentaires et en recentrant la gestion du secteur agricole sur la réduction des importations de produits alimentaires. Cette évolution renforce le rôle des autorités provinciales et municipales dans la gestion économique et financière des systèmes de production, et favorise les programmes visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire.
7. Les programmes publics axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition comprennent: i) une ration mensuelle de produits de base fortement subventionnés pour toute la population; ii) un programme d'alimentation scolaire d'envergure nationale; et iii) un vaste programme de soins de santé maternelle et infantile.
8. Le panier alimentaire mensuel subventionné, qui couvrait autrefois 50 pour cent des besoins des ménages, n'en représente plus aujourd'hui que 38 pour cent, en raison de la forte dépendance de Cuba à l'égard des importations de produits alimentaires ainsi que du cours élevé de ces denrées sur les marchés internationaux qui augmente les coûts d'importation, lesquels subissent aussi l'impact de l'embargo. Les programmes complémentaires, qui permettaient de satisfaire 20 pour cent supplémentaires des besoins alimentaires des ménages, ont été modifiés.

9. Les ménages produisent eux-mêmes plus de 60 pour cent des produits alimentaires qu'ils consomment ou les achètent sur des marchés non subventionnés qui se caractérisent par des prix élevés et un approvisionnement irrégulier; les Cubains consacrent entre 60 et 75 pour cent de leurs revenus à la nourriture¹.
10. Grâce à l'approche globale adoptée par Cuba à l'égard de la santé maternelle et infantile, les taux de morbidité, de mortalité et de malnutrition sont faibles; la proportion d'enfants âgés de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave et les taux de retard de croissance sont inférieurs à 5 pour cent.
11. Toutefois, le régime alimentaire manque de variété, phénomène qui s'est accentué du fait des modifications apportées au panier alimentaire subventionné, notamment la réduction de la quantité de légumes secs et d'œufs fournie. Dans les provinces orientales, environ 44 pour cent des enfants d'âge préscolaire consomment peu, voire pas du tout de légumes², à cause de problèmes d'accès mais aussi pour des raisons culturelles appelant un changement de comportement; la prévalence de l'anémie, principalement modérée, est de 39,5 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 23 mois et de 17 pour cent chez les enfants de 24 à 59 mois³.
12. Depuis 2002, le PAM appuie le Plan national de prévention et de contrôle de l'anémie, dont les principales composantes sont: la supplémentation en fer, l'enrichissement des aliments, la diversification de l'alimentation et une éducation à la nutrition.
13. Cuba est exposée aux tempêtes tropicales, aux ouragans, aux fortes précipitations et à la sécheresse. Depuis 2008, les pertes dues aux aléas climatiques ont dépassé 20 milliards de dollars, ce qui a d'importantes répercussions sur l'économie et la sécurité alimentaire. Environ 35 pour cent des pertes économiques dues aux ouragans ont été enregistrées dans le secteur agricole, et 5 pour cent dans le secteur de la production vivrière.
14. Les pertes sont aggravées par la fragilité des infrastructures et la capacité restreinte des autorités locales à gérer les situations d'urgence. En octobre 2012, l'ouragan Sandy, qui a frappé l'est de Cuba, a touché 2,5 millions de personnes et endommagé 226 600 habitations. Les installations d'entreposage et les grossistes alimentaires à Santiago de Cuba, deuxième plus grande ville du pays, ont subi des pertes de produits alimentaires représentant quelque 36 000 tonnes; l'agriculture urbaine, qui est une source importante de production vivrière, a été également touchée.
15. Le système de protection civile de Cuba est efficace face aux fréquents aléas climatiques, mais pour améliorer la résilience, il faudrait que les systèmes de préparation et d'intervention en cas d'urgence tiennent davantage compte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il est difficile et onéreux de répondre aux besoins alimentaires d'urgence, car les stocks alimentaires du PAM pour les opérations ordinaires sont peu importants, l'accès aux marchés voisins est limité et l'approvisionnement au niveau national tout au long de l'année est instable et inadéquat.

¹ Centro de Estudios de la Economía Cubana. 2013. *Gastos básicos de una familia cubana urbana en 2011. Situación de las familias "estado-dependientes"*. Séminaire annuel sur l'économie cubaine et la gestion d'entreprise, 25–27 juin 2013, Hotel Nacional de Cuba.

² G. Pita-Rodríguez *et al.* 2013. *Low consumption of iron-containing foods and enhancer of iron absorption are associated with anaemia in preschool children of the Eastern Provinces of Cuba. 2005–2011. Rev. Chil. Nutr.*, 40 (3): 224-234.

³ Institut de la nutrition et de l'hygiène alimentaire. 2014. *Anaemia in Children under 5 Years Old in Eastern Cuba 2005–2011. Medic. Review*, 16 (1): 16-23.

16. L'amélioration de la production agricole est au cœur du nouveau modèle économique de Cuba. Jusque dans les années 90, le pays était tributaire d'une agriculture mécanisée et intensive, nécessitant l'importation d'intrants. En raison des changements survenus dans l'ex-Union soviétique et en Europe orientale, les ressources à consacrer à la modernisation de l'agriculture se sont raréfiées. Le secteur repose donc aujourd'hui sur une technologie obsolète à toutes les étapes de la chaîne de valeur, ce qui se solde par une faible productivité et d'importantes pertes après-récolte. Il est indispensable d'investir dans de nouvelles technologies et de renforcer la coordination tout au long des chaînes de valeur si l'on veut parvenir à établir un modèle agricole plus durable sur le plan tant économique qu'environnemental, à même de satisfaire les besoins locaux.
17. Entre 1994 et 2008, la proportion de terres agricoles nationalisées a diminué, passant de 85 pour cent à 23 pour cent du fait de la transformation des fermes d'État en coopératives; désormais, les agriculteurs ont l'usufruit des terres et profitent directement de leur production. Entre 2008 et 2013, plus de 184 000 personnes, dont beaucoup n'avaient qu'une expérience limitée en matière d'agriculture, se sont vu attribuer 1,6 million d'hectares de terres cultivables. Le manque de capacités techniques, les difficultés d'accès aux intrants et le manque de formation se traduisent par une faible productivité.
18. Le crédit au secteur agricole est en augmentation, mais il demeure insuffisant pour couvrir les investissements en équipements nécessaires. L'offre de matériel sur les marchés locaux est limitée, et les agriculteurs n'ont ni les moyens, ni les compétences nécessaires pour pouvoir acquérir et utiliser les technologies appropriées. Les agriculteurs trouvent des débouchés sur certains marchés locaux, dans le secteur touristique et dans le cadre des programmes locaux de protection sociale.
19. Cuba a atteint l'objectif du Millénaire pour le développement No. 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). Faciliter la participation des femmes aux activités sociales et économiques, en particulier à la prise de décision, reste une priorité, comme en témoignent le plan d'action national élaboré à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et l'adoption par Cuba de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
20. Cuba possède un système éducatif développé: l'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans. Le Ministère de l'éducation fournit des repas dans les établissements préscolaires et les écoles, et encourage un régime alimentaire sain et nutritif. Toutefois, pour des raisons économiques, les écoliers du primaire ne bénéficient pas toujours de l'apport protéique dont ils ont besoin.
21. Les ménages dirigés par une femme sont de plus en plus nombreux: 44,9 pour cent contre 28,2 pour cent en 1981. Selon les données préliminaires du recensement de 2012, les femmes représentent 50,11 pour cent de la population. Cependant, en dépit de la reconnaissance de leur rôle dans la croissance économique et le développement, les disparités entre les sexes persistent.
22. Les femmes ne comptent que pour 16,4 pour cent de la main-d'œuvre agricole⁴, alors que 23,2 pour cent de la population vivent en milieu rural, où l'agriculture est le principal moyen d'existence et les autres possibilités de travail sont limitées. Elles représentent 17 pour cent des membres des coopératives, mais 11 pour cent seulement de ceux auxquels des terres ont été récemment octroyées. Elles ne sont en outre que 23 pour cent à siéger dans les conseils

⁴ Bureau national de la statistique et de l'information. 2013. Annuaire statistique de Cuba 2012. La Havane. Selon l'enquête nationale sur les revenus effectuée par le Bureau national de la statistique et de l'information, les revenus des hommes étaient supérieurs en moyenne de 6 pour cent à ceux des femmes en 2013.

d'administration des coopératives, et à peine 17 pour cent dans les zones où intervient le PAM. En milieu rural, il est difficile pour les femmes d'avoir accès à l'information, à la formation et à l'assistance technique.

23. Bien que les filles, les garçons, les femmes et les hommes soient assurés d'un même niveau de protection lors des interventions menées en cas de catastrophe, on s'attache en priorité à répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables, par exemple les ménages dirigés par une femme.
24. Les projets précédents menés par le PAM à Cuba ont permis de dégager de précieux enseignements. Dans le cadre du projet de développement 105890 (Appui au Plan national de prévention et de contrôle de l'anémie dans les cinq provinces orientales de Cuba) et d'un programme conjoint des Nations Unies, le PAM a appliqué une approche multisectorielle et multidisciplinaire pour lutter contre l'anémie, moyennant notamment le renforcement des capacités dans le secteur de la santé et l'appui aux chaînes de valeur agricoles, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et d'autres partenaires.
25. Les projets précédents du PAM ont montré qu'il fallait renforcer les capacités à l'échelon des municipalités, mieux exploiter les données de suivi aux niveaux local et national, consolider les mécanismes de ciblage et améliorer les filières d'approvisionnement en produits spécialisés, en cohérence avec les dispositifs de gestion décentralisée des programmes de protection sociale et de l'approvisionnement alimentaire des municipalités.

PRIORITÉS DU PROGRAMME ET PARTENARIATS

26. Le programme de pays vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au sein des populations vulnérables en aidant les autorités nationales et locales à améliorer la viabilité et le ciblage des systèmes de protection sociale. Il contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 3 et 4⁵ du PAM, et ses trois composantes sont conformes au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à l'initiative Défi Faim zéro:
 - i) appui aux programmes de protection sociale dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
 - ii) consolidation des liens entre les systèmes de protection sociale et les chaînes de valeur agricoles; et
 - iii) renforcement de la résilience des communautés et des capacités de gestion des risques de catastrophe au niveau local.
27. Le programme de pays met l'accent sur le développement et l'augmentation des capacités afin d'aider le Gouvernement à renforcer les filets de sécurité sociale liés à la sécurité alimentaire et la nutrition, en les associant à un modèle de gestion agricole amélioré.
28. L'égalité entre les sexes est un thème transversal; les composantes tiennent compte des différentes perspectives qui s'offrent aux femmes et aux hommes et de leurs problèmes

⁵ Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 3 – Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels; et Objectif stratégique 4 – Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim.

spécifiques, ainsi que des besoins particuliers des filles, des garçons, des jeunes et des personnes âgées, tous acteurs incontournables des processus de développement.

Composante 1: Appuyer les programmes de protection sociale dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition

29. Il existe à Cuba de vastes programmes de filets de sécurité sociale appuyés par une aide alimentaire qui visent un certain nombre de groupes vulnérables. Le PAM soutiendra les activités nutritionnelles des pouvoirs publics moyennant la mise en œuvre d'interventions fondées sur l'alimentation ainsi que le développement et l'augmentation des capacités aux niveaux national et local, afin de faciliter la décentralisation des programmes de protection sociale à l'échelon municipal. L'assistance fournie complètera les programmes publics de filets de sécurité sociale axés sur la nutrition et l'alimentation, de manière à ce que les populations les plus vulnérables bénéficient d'un soutien ininterrompu. Les interventions du PAM cibleront 34 municipalités⁶ jugées extrêmement vulnérables, où la prévalence de l'anémie est égale ou supérieure à 35 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 23 mois.
30. Dans le cadre du programme de pays, le PAM aidera le Gouvernement à élaborer un nouveau modèle de gestion et des approches innovantes pour renforcer les programmes de protection sociale. L'articulation étroite des deux premières composantes du programme permettra au Gouvernement de recourir davantage aux marchés locaux et de réduire ainsi ses importations de produits alimentaires, objectif considéré comme une priorité stratégique.
31. Le programme de pays privilégiera les achats locaux afin de relier les chaînes de valeur agricoles, notamment pour ce qui est des haricots, aux réseaux de distribution utilisés pour venir en aide aux groupes vulnérables, notamment les établissements préscolaires, les écoles, les établissements de santé et les systèmes communautaires dont profitent les familles. Le PAM achètera directement des haricots, ce qui lui donnera la possibilité d'étudier de nouveaux modèles de filières d'approvisionnement, dans le cadre de la composante 2, susceptibles d'être transposés par la suite à plus grande échelle et pour d'autres cultures. Le PAM et le Gouvernement s'attaqueront aux goulets d'étranglement décelés tout au long de la chaîne de valeur.
32. Une ration de haricots distribuée par le PAM viendra compléter les programmes de repas scolaires mis en place par les autorités, afin que les écoliers du primaire, demi-pensionnaires ou pensionnaires, reçoivent la quantité de protéines recommandée⁷. Cette intervention du PAM, bien que modeste, permettra d'expérimenter de nouvelles modalités d'achat de produits alimentaires auprès de producteurs locaux, conformément aux objectifs de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire⁸: i) établir des liens entre l'alimentation scolaire et la production agricole locale; et ii) renforcer les capacités nationales en matière d'alimentation scolaire, notamment au niveau local. Les progrès réalisés seront évalués selon l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (cadre SABER), appliquée à l'alimentation scolaire.
33. Afin de lutter contre les taux élevés d'anémie et de carences en micronutriments chez les enfants de 6 à 23 mois, le PAM appuiera le Plan national de prévention et de contrôle de

⁶ Ce critère a été décidé en concertation avec le Gouvernement. Cuba compte 168 municipalités; les 34 sélectionnées se situent dans les provinces de Granma, Guantánamo, Holguín, Las Tunas, Matanzas, Pinar del Río et Santiago de Cuba.

⁷ La ration de haricots distribuée par le PAM pourra être modifiée dans le cadre des activités d'augmentation des capacités prévues dans le programme de pays.

⁸ Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire (WFP/EB.2/2013/4-C).

l'anémie en assurant la distribution: i) de micronutriments en poudre pour les enfants de 6 à 11 mois; ii) de SuperCereal produit localement pour les enfants de 12 à 23 mois, jusqu'à ce que l'on dispose localement de farine de riz enrichie, une fois obtenu l'aval du Comité d'examen international; iii) de haricots biofortifiés en zinc et en fer pour les enfants d'âge préscolaire accueillis en crèche et pour les femmes enceintes dans les maternités; et iv) de SuperCereal acheté sur le marché international pour les femmes enceintes et les mères allaitantes.

34. Le vieillissement rapide de la population cubaine doit faire l'objet d'une attention particulière⁹. Les personnes âgées, qui ont peu de revenus et se trouvent dans une situation sociale et familiale difficile, comptent parmi les plus vulnérables. Nombre d'entre elles sont tributaires du système d'aide aux familles. Le PAM veillera à ce qu'elles bénéficient d'une alimentation adéquate, malgré les difficultés économiques.
35. Aux côtés de l'OPS, de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la population, le PAM travaillera avec les ministères et les institutions publiques nationales et locales en vue d'améliorer l'analyse, la conception et l'exécution des activités de protection sociale liées à la sécurité alimentaire. Ces activités ont été classées par ordre de priorité en concertation avec le Gouvernement, comme indiqué ci-dessous:
- i) améliorer les évaluations et la surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition:
 - élargir le Système national de veille alimentaire et nutritionnelle (SISVAN) afin d'y inclure une analyse au niveau des ménages et une meilleure définition des groupes vulnérables;
 - créer une plateforme commune d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les acteurs concernés, en vue d'améliorer la prise de décision et les interventions;
 - ii) concevoir et mener des études sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des domaines tels que les carences en micronutriments et la consommation alimentaire; et
 - iii) incorporer une approche intégrée de l'éducation nutritionnelle dans l'ensemble du système de protection sociale et à l'échelon des communautés, en tenant compte de la problématique hommes-femmes, en particulier des besoins des adolescentes, et en veillant à ce que les hommes et les femmes aient la même part de responsabilité en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Composante 2: Consolider les liens entre les systèmes de protection sociale et les chaînes de valeur agricoles

36. Compte tenu des enseignements tirés de ses propres projets d'achats à grande échelle aux petits exploitants, le PAM appuiera les efforts déployés par le Gouvernement pour articuler les achats locaux auprès des petits agriculteurs et des coopératives avec les programmes de protection sociale fondés sur l'alimentation qui ciblent les établissements préscolaires, les écoles primaires, les maternités et les personnes âgées.
37. Le PAM appuiera la stratégie adoptée par le Gouvernement cubain pour accroître la production alimentaire de base. En collaboration avec les partenaires et en complément d'autres initiatives¹⁰, le PAM s'emploiera à renforcer la filière haricot dans 18 municipalités

⁹ http://www.one.cu/publicaciones/cepde/proyeccion_2010_2030/Proyecciones%20de%20Poblacion%202010_2030.pdf.

¹⁰ Projets de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement; Projet *AGROCADENAS* financés par l'Union européenne; *Programa de innovación agraria local* financé par la Direction suisse de la coopération

présentant un bon potentiel de production mais une faible productivité¹¹. Un programme d'appui établi sur la base des évaluations de la chaîne de valeur éliminera les goulets d'étranglement afin que les programmes de protection sociale puissent compter sur un approvisionnement fiable et efficace, depuis la ferme qui produit les denrées jusqu'à l'établissement auquel elles sont destinées. Les interventions qui jalonnent la chaîne de valeur viseront notamment à renforcer la planification des activités, améliorer la logistique, réduire les pertes après-récolte, améliorer la commercialisation et les normes de qualité, diminuer les risques de production et promouvoir les investissements.

38. Près de 12 000 personnes recevront une formation et du matériel: 8 500 dans 75 coopératives agricoles, 900 dans 18 entreprises agricoles municipales, et 2 600 jouant des rôles différents dans la chaîne de valeur. La formation, le matériel et les services fournis aux entreprises agricoles publiques bénéficieront indirectement à 635 coopératives supplémentaires, représentant 70 000 agriculteurs.
39. Les activités relevant de cette composante seront associées à la composante 3, puisqu'elles s'intégreront aux mesures visant à réduire les effets des chocs climatiques sur les petites exploitations agricoles et à protéger les moyens d'existence et la production, de manière à garantir la continuité de l'approvisionnement des programmes de protection sociale en cas de chocs.
40. Dans toutes ces activités, le PAM soutiendra les initiatives visant à rendre les femmes plus autonomes sur le plan économique et à renforcer leur représentation dans les instances de décision au niveau local, par exemple dans les conseils d'administration des coopératives.
41. Le PAM et les partenaires gouvernementaux assureront la formation du personnel des institutions publiques chargées de gérer les programmes de protection sociale, afin de renforcer les capacités en matière d'achats locaux et de gestion des filières d'approvisionnement, et ils veilleront à ce que les femmes et les hommes aient les mêmes chances de bénéficier de cette formation.
42. Le programme de pays encouragera l'innovation et l'instauration de bonnes pratiques en vue de favoriser la transposition au niveau national des méthodes mises au point pour associer les achats locaux aux programmes de protection sociale.

Composante 3: Renforcer la résilience des communautés et les capacités de gestion des risques de catastrophe au niveau local

43. Dans 26 municipalités particulièrement exposées aux catastrophes naturelles d'origine climatique, le PAM collaborera avec le Gouvernement et les partenaires afin de renforcer les capacités d'intervention aux niveaux national et local au travers d'activités conçues pour bénéficier aussi bien aux femmes qu'aux hommes:
 - intégration de meilleures analyses de la sécurité alimentaire dans les systèmes nationaux d'alerte rapide en place pour la sécheresse et les ouragans, diffusion de ces informations à 3 600 décideurs à l'échelon des municipalités et des exploitations, et augmentation de la capacité d'intervention rapide;

et du développement; et projets menés par l'Agro Action allemande, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Oxfam, Mundukide, le Département canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement, les instituts de recherche et les universités.

¹¹ Priorité a été donnée aux municipalités non ciblées par le projet de développement récemment approuvé du Fonds international de développement agricole.

- aide à l'intégration des outils d'alerte précoce et d'évaluation rapide des besoins et des risques dans le système SISVAN, parallèlement à l'appui apporté à celui-ci au titre de la composante 1;
- mobilisation des capacités nationales et des outils du PAM pour améliorer la méthodologie relative aux évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence;
- en partenariat avec l'UNICEF, formation des agents locaux de la protection civile et d'autres employés à la prise en charge des problèmes de nutrition en situation d'urgence, compte tenu des nouvelles directives nationales et des besoins nutritionnels différents des femmes enceintes et des mères allaitantes, des jeunes enfants, des personnes âgées et des autres groupes vulnérables;
- constitution d'un petit stock d'urgence afin de pouvoir assurer une distribution de vivres après une catastrophe; les catastrophes soudaines, fréquentes à Cuba, entraînent des besoins alimentaires de grande ampleur qui nécessitent des importations coûteuses et lentes à acheminer; l'approvisionnement du stock sur le marché local permettra d'établir un lien direct avec la composante 2 et facilitera le travail mené avec le Gouvernement en vue d'améliorer la logistique de l'assistance alimentaire pour faire face aux catastrophes naturelles et autres; la gestion du stock procurera une expérience utile pour renforcer la réserve alimentaire d'urgence établie au niveau national;
- appui au renforcement des capacités locales de programmation en matière d'alimentation pour faire face à des catastrophes naturelles et autres moyennant la fourniture de fourneaux et d'autres ustensiles de cuisine; ces programmes ciblent en général 20 pour cent des personnes touchées par un ouragan;
- appui à la coopération Sud-Sud grâce à la mobilisation des capacités à Cuba et dans d'autres pays de la région.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE

	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total
Composante 1			
Enfants de 6 à 11 mois	70 400	65 600	136 000
Enfants de 12 à 23 mois	67 500	64 500	132 000
Femmes enceintes et mères allaitantes	–	136 000	136 000
Écoliers du primaire demi-pensionnaires	61 400	58 700	120 100
Écoliers du primaire pensionnaires	5 500	5 200	10 700
Personnes âgées	9 000	8 700	17 700
Enfants dans les garderies	33 900	32 600	66 500
Composante 3	140 250	134 750	275 000
TOTAL	387 950	506 050	894 000
Composante 2 (participants aux activités de développement et d'augmentation des capacités)	7 200	4 800	12 000

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

	Composante 1								Composante 3
	Enfant de 6 à 11 mois	Enfants de 12 à 23 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants dans les garderies	Femmes enceintes dans les maternités	Enfants demi-pensionnaires	Enfants pensionnaires	Hommes et femmes de plus de 65 ans en hébergement collectif	Prépositionnement
Micronutriments en poudre	1	–	–	–	–	–	–	–	–
SuperCereal	–	50	50	–	–	–	–	–	–
Haricots biofortifiés	–	–	–	35	30	–	–	–	–
Haricots	–	–	–	–	–	20	40	50	75
Total kcal/personne/jour	–	188	188	119	102	68	136	171	256
% kcal d'origine protéique		16,3	16,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3
% kcal d'origine lipidique	–	19,2	19,2	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
Nombre de jours d'alimentation par an	120	365	365	180	180	40	40	180	21

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS, PAR COMPOSANTE				
		Composante 1	Composante 3	Total
Micronutriments en poudre	<i>en tonnes</i>	22	–	22*
	<i>en dollars</i>	437 045	–	437 045
SuperCereal	<i>en tonnes</i>	306	–	306
	<i>en dollars</i>	162 180	–	162 180
Haricots	<i>en tonnes</i>	720	433	1 153
	<i>en dollars</i>	671 132	437 461	1 108 593
Haricots biofortifiés	<i>en tonnes</i>	322	–	322
	<i>en dollars</i>	280 490	–	280 490
Riz	<i>en tonnes</i>	3 618	–	3 618
	<i>en dollars</i>	1 797 350	–	1 797 350
TOTAL	<i>en tonnes</i>	4 988	433	5 421
	<i>en dollars</i>	3 348 197	437 461	3 785 658
Développement et augmentation des capacités (<i>en dollars</i>)				8 536 613
TOTAL (<i>en dollars</i>)				12 322 272
Pourcentage du total des besoins		92	8	100

* Dont 9,7 tonnes de vivres provenant du stock de report du projet de développement Cuba 105890.

GESTION DU PROGRAMME ET DES RISQUES

44. Le PAM assurera la gestion du programme de pays en collaboration avec les autorités nationales et locales. La mise en œuvre et la planification seront coordonnées par un comité de projet national ayant à sa tête le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger, et composé des ministères de la santé publique, de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, du commerce intérieur, de l'éducation, des transports et de la défense civile, de l'Association nationale des petits agriculteurs et de la Fédération des femmes cubaines.
45. La coordination à l'échelon local sera assurée par le biais des programmes de développement locaux mis en œuvre par les administrations provinciales et municipales.
46. Il incombera aux pouvoirs publics de gérer le transport, l'entreposage et la distribution des produits alimentaires. Santiago de Cuba sera le principal port d'entrée du SuperCereal importé devant être distribué aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans les provinces orientales; La Havane desservira les provinces de Pinar del Rio et de Matanzas. Les points de distribution finale seront définis par le Ministère du commerce intérieur.
47. Conformément à la politique nationale en matière d'autosuffisance alimentaire, la majeure partie des haricots et des aliments composés sera achetée sur les marchés locaux. Dans le cadre du projet de développement 105890, le PAM et le Gouvernement ont étudié la possibilité de produire un aliment composé à base de riz avec des matières premières locales pour remplacer le SuperCereal. Ce produit, équivalant au SuperCereal Plus, est reconstitué avec du lait, que le Gouvernement fournit chaque jour pour tous les enfants de moins de 5 ans. Il a été bien accueilli au niveau local dans le cadre d'un projet pilote. Afin d'aider le Gouvernement à doter l'usine de Bayamo des moyens voulus pour produire des aliments

composés enrichis, le PAM mettra à disposition des méthodes de contrôle de la qualité et formera les ouvriers¹². Les micronutriments en poudre ne sont pas disponibles localement et seront donc achetés sur le marché international.

48. La stratégie de mobilisation des ressources prévoit d'obtenir des fonds auprès de donateurs traditionnels et non traditionnels, y compris le secteur privé. Les consultations tenues avec les donateurs lors de la phase de conception ont eu des résultats encourageants: des contributions d'un montant de 10 millions de dollars sont fortement susceptibles de se concrétiser.

Gestion des risques

49. Le programme de pays vise à appuyer la réforme en cours du modèle économique de Cuba, dont dépend sa réussite. La coordination, assurée par le biais du comité de projet national et des programmes de développement locaux, garantira la cohérence avec les mesures prises par le Gouvernement. Un examen stratégique à mi-parcours permettra de faire en sorte que le programme de pays demeure en phase avec les priorités nationales.
50. L'exposition de Cuba aux aléas naturels est un risque constant. Le programme de pays vise à améliorer les capacités nationales de préparation et d'intervention, notamment pour les premières opérations, afin de donner plus de temps au PAM et au Gouvernement pour mobiliser toute l'assistance nécessaire.
51. Certains éléments du panier alimentaire de base de Cuba ont été libéralisés dans le cadre du nouveau modèle économique, ce qui a entraîné une augmentation du prix des denrées. Le projet d'unification de la double monnaie risque également d'avoir des répercussions sur les revenus et le coût de la vie. Les prix élevés des produits alimentaires au niveau mondial et la dépendance de Cuba vis-à-vis des importations pourraient grever le budget des ménages et mettre de ce fait en péril la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des personnes vulnérables. Le PAM suivra la situation et adaptera le programme de pays en conséquence.

Gestion des risques de sécurité

52. Cuba est classée au niveau 1 (minimal) du système de niveaux d'insécurité des Nations Unies. Selon l'évaluation des risques de sécurité effectuée par le système des Nations Unies, les risques de conflit armé, d'actes de terrorisme et de troubles civils sont faibles, et le risque d'actes criminels est très faible. Le bureau de pays respecte pleinement les normes minimales de sécurité opérationnelle, et adapte ses analyses et directives en matière de sécurité selon que de besoin.

SUIVI ET ÉVALUATION

53. Le PAM utilisera son Cadre de résultats stratégiques pour mesurer les indicateurs de performance au début de l'intervention, à mi-parcours et à la fin du programme. Les progrès accomplis en matière de prise en compte de la problématique hommes-femmes seront évalués à l'aide d'indicateurs spécifiques ventilés par sexe.

¹² La chaîne de production des aliments composés enrichis a été mise en place avec l'appui du PAM dans le cadre du projet de développement 105890.

54. S'agissant des objectifs en matière de renforcement des capacités, les progrès réalisés seront évalués lors d'ateliers organisés avec les parties prenantes. Les données issues de diverses enquêtes seront recueillies et analysées conjointement avec le Bureau national de la statistique et de l'information, à l'aide éventuellement de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF. Les agents du PAM chargés du suivi sur le terrain se rendront sur le site des projets de manière indépendante.
55. Les données relatives aux activités menées sur le terrain seront traitées à l'aide du nouvel outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays. Les rapports périodiques de suivi et d'évaluation fourniront des éléments factuels sur les approches efficaces et recommanderont des mesures de suivi à prendre par la direction, en coopération avec les homologues locaux et nationaux. En étroite coordination avec le Gouvernement, un système de responsabilité sociale offrant aux bénéficiaires la possibilité de faire remonter les informations sera mis en place pour éclairer la prise de décision concernant le programme de pays.
56. L'intégration de la sécurité alimentaire des ménages dans le système SISVAN améliorera la reddition de comptes au niveau des projets et renforcera les capacités nationales en matière de suivi et d'évaluation.
57. Des évaluations externes sont prévues à mi-parcours et à la fin de la mise en œuvre du programme de pays.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	3 618	1 797 350	
Légumes secs	1 475	1 389 083	
Aliments composés et mélanges	306	162 180	
Autres (micronutriments en poudre)	22	437 045	
Total, produits alimentaires	5 421	3 785 658	
Transport extérieur		239 290	
Autres coûts opérationnels directs		293 566	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		4 318 514	4 318 514
Développement et augmentation des capacités		8 536 613	8 536 613
Coûts opérationnels directs			12 855 127
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			1 550 951
Total des coûts directs du projet			14 406 078
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			1 008 426
COÛT TOTAL POUR LE PAM			15 414 504

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation; le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛT D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	406 329
Agents des services généraux	386 422
Total partiel	797 752
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	72 950
Voyages et transports	342 727
Études préalables, évaluations et suivi ¹	14 256
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	1 550 951

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Indicateurs transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Le projet prévoit des initiatives destinées à réduire le risque de violences sexuelles et sexistes (oui/non)</p> <p>Le projet prévoit des activités visant à sensibiliser l'opinion à la façon dont la réalisation des objectifs fixés en matière d'égalité des sexes peut accroître l'efficacité des interventions du PAM (oui/non)</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p>	
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p> <p>Proportion d'hommes bénéficiant d'une assistance informés au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de femmes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats	Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)	
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Aptitude des institutions nationales, des entités régionales et des organismes humanitaires à se préparer aux situations d'urgence, à les évaluer et à y faire face	Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention	Les parties prenantes mettent en oeuvre des plans de développement des capacités en vue de réduire les risques de catastrophe.
Produit 1.1 Capacité de gestion des situations d'urgence mise en place et/ou soutenue	Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type	
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
Effet direct 3.1 Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local	Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués aux niveaux régional, national et local	L'accroissement prévu de la production se matérialise. Le plan économique national prévoit des investissements en faveur des programmes.
Effet direct 3.2 Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques	Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est améliorée avec l'appui du PAM	Les conditions nécessaires sont créées localement pour permettre la prise en compte de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les analyses locales des dangers, de la vulnérabilité et des risques ainsi que dans les plans correspondants.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.1 Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes)</p> <p>Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants (en tonnes)</p>	
<p>Produit 3.2 Quantité accrue d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés par le PAM à des fournisseurs locaux</p>	<p>Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés à des fournisseurs locaux</p>	
<p>Produit 3.3 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 3.4 Appui fourni aux filets de sécurité nationaux concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation, les avoirs des communautés et la contribution globale au renforcement de la résilience</p>	<p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p> <p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation</p>	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 4: Réduire la dénutrition et rompre le cycle intergénérationnel de la faim		
<p>Effet direct 4.1 Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants d'âge scolaire</p>	<p>Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes enceintes (en pourcentage, Hb<110g/L) Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) Prévalence de l'anémie ferriprive chez les enfants de moins de 2 ans (en pourcentage, Hb<110g/L) Nombre moyen de jours de classe par mois au cours desquels les enfants ont reçu un ou des produits achetés localement appartenant à un groupe d'aliments au moins</p>	<p>Les bénéficiaires reçoivent et consomment des aliments enrichis en quantité suffisante et à la fréquence voulue. La mise en œuvre du Plan national de prévention et de contrôle de l'anémie n'est pas interrompue. Aucune catastrophe n'a d'incidence sur la composante relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition.</p>
<p>Effet direct 4.2 Renforcement des capacités et accroissement de la prise en charge des activités au profit de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire</p>	<p>Indice de capacité nationale: alimentation scolaire Indice de capacité nationale: programmes nutritionnels</p>	<p>Le Plan national de prévention et de contrôle de l'anémie est mis en œuvre sans interruption à tous les niveaux. L'atelier consacré à l'indice de capacité nationale est organisé chaque année.</p>
<p>Produit 4.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 4.2 Quantité accrue d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés par le PAM à des fournisseurs locaux</p>	<p>Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux achetés à des fournisseurs locaux</p>	

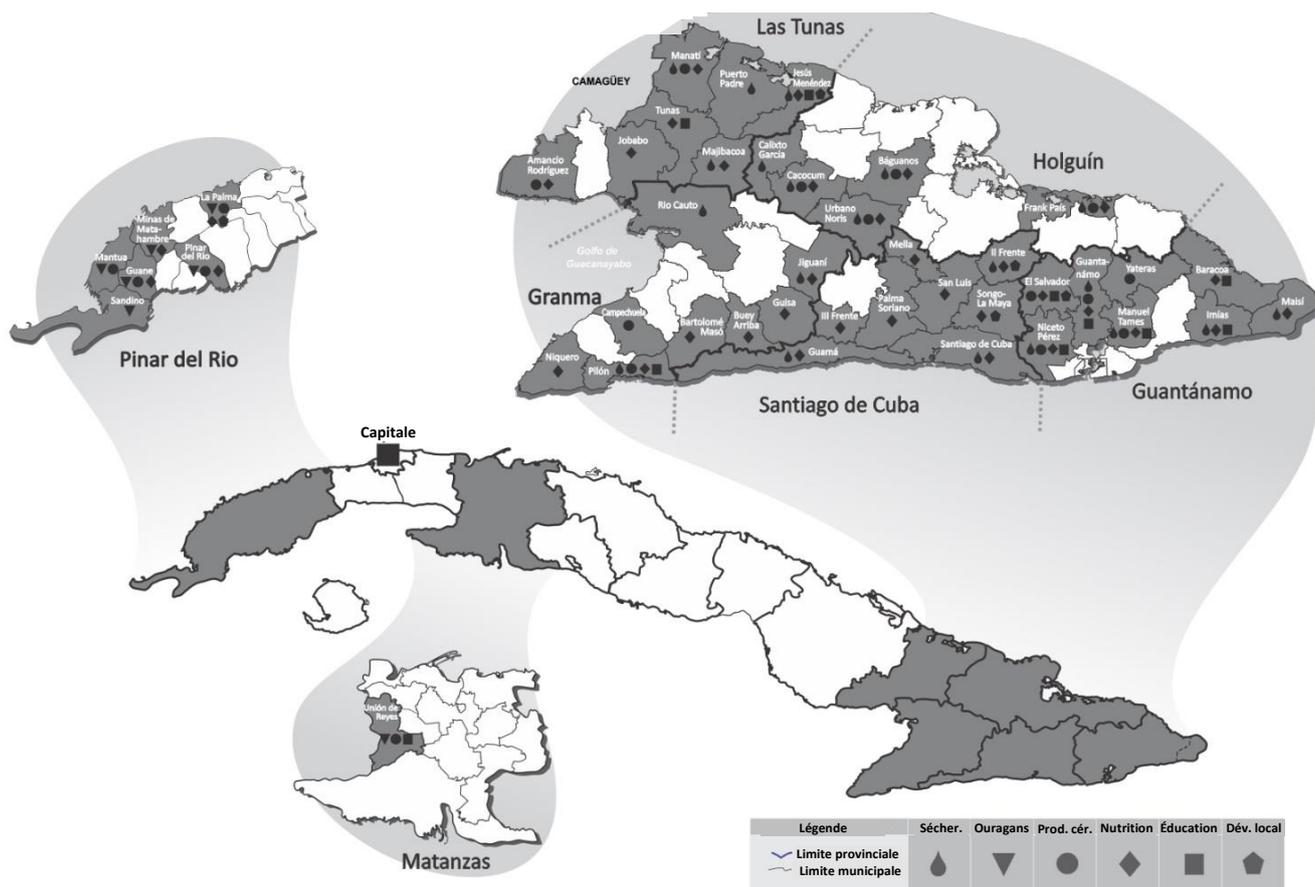


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.3 Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	
<p>Produit 4.4 Systèmes nationaux de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition renforcés</p>	<p>Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la collecte et à l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p> <p>Nombre de rapports de suivi/surveillance sur la sécurité alimentaire et la nutrition établis avec l'aide du PAM</p>	
<p>Produit 4.5 Conseils sur les politiques et appui technique fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'alimentation scolaire</p>	<p>Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type</p> <p>Nombre d'agents publics formés par le PAM dans les domaines de la conception et de l'exécution de programmes nutritionnels et d'autres domaines en rapport avec la nutrition (techniques, stratégies, gestion), par sexe et type de formation</p>	

ANNEXE III

Cuba: Programme de pays (2015–2018)

Zones d'intervention



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
SISVAN	Système national de veille alimentaire et nutritionnelle
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance